

ÉCRIT PAR ZOE MARKS ET ERICA CHENOWETH

Femmes, paix et sécurité : Participation des femmes au changement pacifique



Des manifestants soudanais défilent lors d'une manifestation pour commémorer les 40 jours du massacre d'un sit-in à Khartoum Nord, Soudan, le 13 juillet 2019.
Photo: Mohamed Nureldin Abdallah/Reuters / TT.

SÉRIE DE MÉMOIRES EN ANNEXE : NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (WPS) POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE

Le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Plusieurs autres résolutions ont suivi, qui constituent ensemble le cadre normatif de l'agenda femmes, paix et sécurité (WPS). Cette série de mémoires a été initialisée à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la résolution 1325 et favorise la mise en œuvre du WPS au moyen de politiques et de pratiques fondées sur des données probantes. C'est le résultat d'une collaboration entre l'Académie Folke Bernadotte (FBA), en Suède, Le Peace Research Institute Oslo, en Norvège (PRIO) et ONU Femmes.

Le comité de rédaction était composé de Mimmi Söderberg Kovacs et Sophia Wrede de la FBA, Louise Olsson du PRIO et Katarina Salmela et Pablo Castillo Díaz d'ONU Femmes. Les opinions exprimées dans cette série de mémoires sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle des partenaires qui y ont contribué.

■ INTRODUCTION

Au cours des deux décennies qui se sont écoulées depuis la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, les soulèvements non violents ont remplacé les conflits violents comme principale forme de contestation politique de masse¹. Toutefois, l'agenda femmes, paix et sécurité de l'ONU (WPS) a été particulièrement attentif à l'impact de la guerre sur les femmes. Pourtant, alors que de plus en plus de pays connaissent des protestations populaires et des soulèvements de masse, et que de plus en plus de campagnes de résistance adoptent des tactiques non violentes, les questions du WPS deviennent de plus en plus pertinentes dans le vaste paysage qui s'étend entre la violence et le vote. Les piliers de l'agenda – participation, protection, prévention de la violence basée sur le genre et secours et redressement relatifs au genre – sont des questions et des facteurs importants dans les mouvements de masse non violents, où la participation ou l'exclusion des femmes peuvent produire des résultats immédiats et à plus long terme.

Au-delà des conflits armés et de la politique formelle, les femmes accomplissent diverses formes d'actions collectives dans la société civile, des manifestations aux grèves et autres formes de résistance civile. Par exemple, dans le mouvement démocratique soudanais, les femmes ont joué un rôle pivot en soutenant les

protestations non violentes, non seulement en première ligne des marches, des occupations et des rassemblements, mais aussi en apportant de la nourriture et d'autres formes de soutien. En 2020, les femmes ont mené des protestations exigeant des changements essentiels faisant partie de l'agenda WPS – protection des femmes et des filles et prévention des violences basées sur le genre et autres crimes – dans de nombreux endroits à travers le monde, depuis les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh et des communautés du Myanmar, jusqu'à Bukavu en République Démocratique du Congo. À mesure que les modèles politiques changent et que de plus en plus de pays sont touchés par des mouvements non violents massifs – y compris ceux qui appellent à la démocratie, aux droits humains et à la paix – nos recherches se sont tournées vers la participation des femmes aux conflits dans une perspective plus large. Comme pour les mouvements armés, les soulèvements de masse non violents sont également caractérisés par divers modèles d'inclusion ou d'exclusion liées au genre, avec des implications significatives pour les résultats des mouvements et les perspectives de paix et de démocratie des pays.

Le présent mémoire de recherche examine comment la participation des femmes aux lignes de front de la mobilisation de masse affecte les chances de succès de ces mouvements, à court et à moyen terme. Nous examinons si l'inclusion des femmes conduit à de meilleurs résultats, non seulement pour la campagne, mais aussi pour les femmes dans la société en général. Nous soutenons que non seulement la participation des femmes à la tête des mouvements armés et non violents augmente les chances de succès de la campagne, mais elle contribue aussi souvent à atteindre et à consolider l'égalité homme-femme dans les années qui suivent. En outre, une participation étendue des femmes en première ligne peut servir de «marée montante pour tous les bateaux», conduisant à une répartition nettement plus égalitaire des droits et libertés, des ressources et de l'accès au pouvoir dans tous les groupes sociaux, et cela au moins cinq ans après la fin du mouvement. Toutefois, ces effets sont fortement conditionnés à la réussite de la campagne elle-même – ce qui suggère que si la participation en première ligne des femmes est souvent cruciale pour le succès de la campagne, le succès de la campagne est également décisif pour ouvrir aux femmes de nouvelles possibilités d'étendre et de consolider leurs droits et leur pouvoir politique. Les acteurs étatiques et non étatiques devraient inclure des femmes à tous les niveaux – en première

ligne, en soutien et au commandement – afin d'augmenter au maximum leur base de membres et de renforcer légalité réelle.

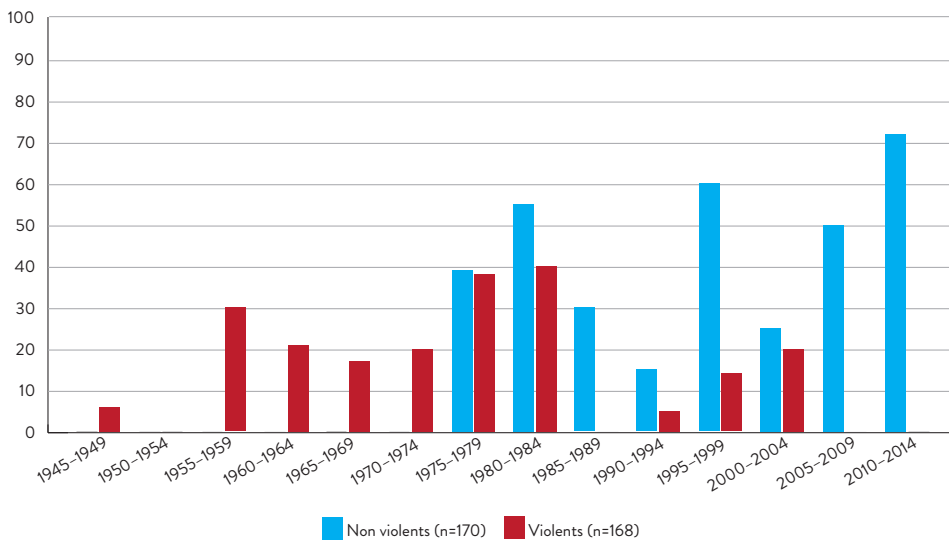
Des recherches antérieures se sont concentrées sur la mobilisation des femmes en vue d'objectifs «relatives au genre», tels que les droits des femmes et la justice reproductive, et sur des campagnes plus larges telles que les mouvements de paix. Nous allons au-delà de cette approche étroite de la politique des femmes pour examiner la participation des femmes aux mouvements politiques nationaux, en comparant les chances de succès des campagnes violentes et non violentes et leurs résultats en fonction du niveau de participation des femmes². Nous nous appuyons sur une nouvelle base de données appelée Women in Resistance (Femmes en résistance) (WiRe) qui documente systématiquement la participation des femmes en tête de ligne, dans les rôles de soutien et dans les postes de direction de 338 soulèvements non violents et violents, de 1945 à 2014³. Ces campagnes avaient des objectifs anti-gouvernementaux ou territoriaux et ont impliqué au moins 1000 participantes. Nous avons donc exclu de notre analyse les campagnes visant des objectifs plus modérés et des mouvements marginaux de moindre importance. Ce mémoire résume certaines des principales conclusions de notre recherche.

LES FEMMES DANS LES SOULÈVEMENTS VIOLENTS ET NON VIOLENTS

Dans les sections suivantes, nous nous basons sur l'agenda WPS en examinant la participation des femmes aux soulèvements non violents et violents, et en analysant côte à côte leur dynamique de mobilisation et leurs résultats. Il ne s'agit pas d'une analyse des femmes en tant que pacificatrices et artisans de paix, ni en tant qu'acteurs violents en elles-mêmes, ce sont là des sujets que nous et d'autres membres de la communauté WPS avons abordés et que nous continuons d'examiner ailleurs. Au lieu de cela, nous nous concentrons sur la variation de la proportion de participantes à toutes les campagnes, à l'échelle mondiale.

Depuis 1945, aucune des campagnes violentes de notre base de données n'a impliqué de fortes proportions de participantes. Pourtant, dans les données les plus récentes (de 2010 à 2014), pas moins de 70 % des campagnes non violentes impliquaient des proportions modérées ou importantes de

Figure 1. Pourcentage de soulèvements avec participation modérée ou étendue des femmes en première ligne, 1945–2014



femmes en première ligne (Figure 1). Comme le montre la Figure 1, les campagnes violentes deviennent de plus en plus gender-exclusive, tandis que les campagnes non violentes sont devenues de plus en plus égalitaires entre les femmes et les hommes en termes de taux de participation en première ligne.

Ensuite, passons aux implications de ces tendances sur les résultats des soulèvements de masse.

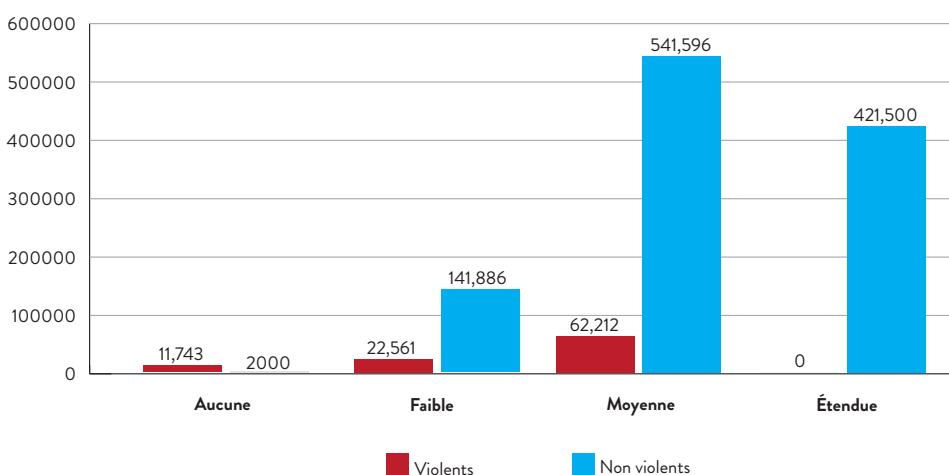
Participation des femmes et succès du mouvement

La participation des femmes à des campagnes violentes et non violentes augmente leur probabilité de réussir pour trois raisons clés. Toutes choses étant égales par ailleurs, une plus forte participation des femmes aux campagnes de résistance peut

les rendre plus efficaces en ajoutant du nombre, de la légitimité et de l'innovation tactique aux soulèvements de masse⁴.

Tout d'abord et surtout, la participation active des femmes à la résistance offre une plus grande possibilité de mobilisation massive en élargissant de 50 % la base de la mobilisation. Les campagnes dans lesquelles les hommes sont les principaux combattants ou dissidents ont une base de mobilisation restreinte. Elles sont susceptibles, à leur tour, de subir les conséquences d'un nombre de participants plus faible, réduisant ainsi leur potentiel perturbateur. La participation à grande échelle est essentielle au succès des soulèvements de masse, et les campagnes qui interdisent, découragent ou ne parviennent pas à attirer la participation de la moitié de la population pour cause de genre sont sévèrement limitées sous cet aspect.

Figure 2. Participation maximale moyenne par niveaux de participation des femmes, manifestations violentes et non violentes (1945–2014)



Au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, les campagnes non violentes ont été beaucoup plus importantes et ont eu des taux de participation des femmes en première ligne plus élevés que les campagnes violentes. Dans les deux catégories de soulèvements, les campagnes ayant un niveau élevé de participation des femmes en première ligne ont également tendance à avoir des taux de participation plus élevés (Figure 2).

La Figure 2 montre que les *gender-inclusive movements* sont beaucoup plus importants que *gender-exclusive movements*. Cependant, nous ne savons pas s'ils ont gagné en importance parce qu'ils impliquaient des femmes, ou si les femmes y ont adhéré parce qu'il s'agissait déjà de mouvements à grande échelle. On pourrait imaginer que les campagnes plus importantes attirent des proportions plus élevées de femmes en première ligne en raison de la sécurité du nombre qu'elles offrent. Inversement, les campagnes qui incluent les femmes ainsi que les hommes sont plus susceptibles d'atteindre un plus grand nombre de participantes; les deux dynamiques pourraient entrer en jeu. Mais certaines recherches antérieures ont montré que les femmes ont souvent donné la priorité aux stratégies et tactiques non violentes dans leur mobilisation politique. D'autres auteurs ont prétendu que la non-violence est une «stratégie inclusive» et que cette qualité attire des taux plus élevés de participation des femmes⁵.

Deuxièmement, en tant que participantes, les femmes peuvent accroître la légitimité perçue des campagnes et catalyser la mobilisation dans des pans plus larges de la société⁶. Dans divers contextes, les femmes ont puisé dans leur rôle sociétal de mères et de grands-mères pour interpeler ou réprimander leurs adversaires politiques d'une manière qui n'est pas accessible aux hommes, qui sont plus traditionnellement considérés comme des acteurs politisés. Par exemple, lors du soulèvement de 2019 en Algérie, des journalistes ont interviewé de nombreuses grands-mères en première ligne des manifestations de rue, qui ont déclaré qu'elles manifestaient pour leurs petits-enfants. Des grands-mères ont également été vues faisant honte à la police anti-émeute pour son soutien au régime. Dans ces deux exemples, les grands-mères avaient une autorité morale qui n'était pas accessible aux jeunes, aux hommes et à d'autres acteurs politiques typiques, rendant les actions des grands-mères particulièrement efficaces. Les recherches existantes sur les groupes rebelles montrent que lorsque les campagnes mettent en avant des femmes, elles sont plus susceptibles de souligner l'universalité de leur cause. Les

mouvements déploient des récits liés au genre de « pays » et de « patrie » qui appellent, dans certains cas, à la participation multigénérationnelle, ou utilisent la présence en première ligne des femmes pour faire honte aux hommes et les inciter à participer. Pendant la révolution égyptienne de 2011, par exemple, une femme de 25 ans nommée Asmaa Mahfouz s'est servie de YouTube pour appeler les hommes égyptiens à se montrer pour leurs sœurs, filles et mères, et pour faire honte à ceux qui sont restés à la maison comme des lâches.

Troisièmement, la diversité organisationnelle est liée à la créativité, et la participation de première ligne des femmes peut donc accroître la capacité d'innovation tactique des mouvements. Les rôles de genre peuvent fournir aux participantes le potentiel d'utiliser des méthodes transgressives et politiquement significatives, moins faciles d'accès aux groupes exclusivement masculins. Par exemple, au milieu d'affrontements tendus entre manifestants et forces de sécurité, les femmes ont innové en matière de tactiques défensives – comme accompagner les étudiants, créer des boucliers humains, se déshabiller pour embarrasser les observateurs et plus encore – ce qui assure une protection sans qu'il soit nécessaire de faire appel à une action armée de défense ou d'escalade. Pendant la révolution soudanaise de 2019, les vendeurs de thé de Khartoum ont fourni de la nourriture et du thé aux participantes pendant leur sit-in de plusieurs semaines devant le quartier général militaire, ce qui s'est avéré être une réalisation logistique décisive pour la création d'un pouvoir durable du mouvement. Parmi les mouvements violents, les femmes ont souvent été meilleures que les hommes pour échapper à la détection, ce qui les rend particulièrement efficaces dans les rôles d'espionnage.

Ces bénéfiques stratégies et tactiques de *gender inclusivity* s'appliquent aux campagnes violentes et non violentes. Pour comprendre l'impact de la participation des femmes pour le succès du mouvement et pas seulement l'étendue des mouvements, nous examinons l'interaction entre la participation maximale et l'ampleur de la participation de première ligne des femmes (participation nulle, faible, modérée ou importante). Nous prévoyons que, à mesure que les campagnes se développent, celles qui ont des taux plus élevés de participation des femmes aux postes de première ligne auront de meilleures chances de succès, toutes choses étant égales par ailleurs⁷.

Nous entendons par réussite la réalisation à court terme de

l'objectif suprême d'une campagne, qui peut être l'indépendance ou le retrait du pouvoir d'un chef d'État. Dans toutes les campagnes, celles qui présentent des proportions plus élevées de participantes de première ligne ont des chances de succès beaucoup plus fortes. Non seulement les femmes en première ligne augmentent les chances de succès de la campagne, mais, lorsque les hommes sont nettement plus nombreux que les femmes en première ligne, l'augmentation de la taille de la campagne ne correspond pas à une augmentation des chances de succès. Les chances de succès des campagnes sont différentes entre les soulèvements violents et les soulèvements non violents. Notre analyse informatisée suggère que les campagnes non violentes impliquant 250.000 participants ou plus et avec au moins 50 pour cent de participation féminine dans les lignes de front ont réussi presque à chaque fois. Cela ne concerne pas les mouvements violents, qui ont moins de chances de gagner en raison des taux systématiquement plus faibles de participation des femmes dans leur ensemble.

APRÈS LE SOULÈVEMENT

Après avoir établi que la participation des femmes rend les mouvements violents et non violents plus susceptibles de réussir à court terme, nous étudions ensuite si les rébellions inclusives ont conduit à la démocratie ou à l'égalité hommes-femmes à moyen terme. Pour examiner cette question, nous nous sommes focalisés sur le changement observé dans la démocratie égalitaire et les droits des femmes, la représentation et le pouvoir des femmes cinq ans après la fin d'un mouvement, en comparant ces mesures aux mêmes mesures de l'année précédant le début du mouvement.

La participation des femmes conduit-elle à une transformation démocratique ?

Des recherches antérieures ont examiné comment les rôles de genre peuvent changer en résultat de conflits armés, non seulement en raison de l'implications des femmes et des filles dans la violence, mais aussi en raison de leurs emplois auparavant masculins, de la gestion des ménages et des tâches bureaucratiques, et d'autres rôles sociaux traditionnellement masculins. Pourtant, ces nouveaux rôles de genre ne conduisent pas nécessairement à l'égalité hommes-femmes ou aux droits des femmes, que ce soit en temps de guerre ou après, lorsque l'on s'attend parfois à ce que les femmes « retournent à la

cuisine». Qui plus est, les conflits armés peuvent influencer sur les tendances en matière d'égalité homme-femme d'une manière qui ne représente pas des résultats plus équitables : les ménages dirigés par des femmes, les femmes qui deviennent seul ou principal soutien de famille, et les femmes qui gagnent en mobilité et en pouvoir décisionnel sont souvent le résultat de tragédies dévastatrices et de pertes humaines, telles que la veuve, le déplacement ou la perte d'êtres proches suite à la violence et à la répression. Ces dynamiques ne doivent pas être confondues avec les progrès dans la prise de responsabilité des femmes.

Il y a peu de recherches comparables sur la mobilisation non violente. Toutefois, l'action politique de masse étendue – même non violente – est susceptible de faire écho à certaines de ces transformations documentées en temps de guerre. Au niveau national, les soulèvements et les rébellions ont donné lieu à des changements positifs pour les femmes. Par exemple, sur l'ensemble du continent africain depuis 1990, l'inclusion des femmes dans la politique formelle par le biais de la représentation législative a considérablement augmenté, un changement mené par les pays ayant connu des conflits armés⁸. En outre, de nouvelles recherches transnationales révèlent que les droits des femmes, la représentation, le pouvoir et la progression dans l'égalité homme-femme semblent dans une certaine mesure pouvoir se maintenir après la guerre, les femmes ayant un meilleur accès à la main-d'œuvre et au vote, ainsi qu'une plus grande influence politique, pendant au moins une génération⁹. Il n'en est pas moins vrai que de nombreuses preuves individuelles et nationales, fondées sur des cas historiques, attestent que les avancées des femmes sont à la fois subtilement et violemment contestées par les parties prenantes des marchés politiques dominés par les hommes¹⁰.

La démocratie égalitaire protège les droits et libertés des individus dans tous les groupes sociaux, et c'est le système de démocratie qui est sans doute le plus prometteur pour l'égalité des femmes. Il existe des preuves solides que la participation des femmes – dans tous les types de campagnes – se traduit par des gains positifs dans la démocratie égalitaire à la suite d'une mobilisation de masse. Toutefois, cela ne s'applique que lorsque de telles campagnes réussissent. Ce sont précisément les campagnes non violentes qui font considérablement progresser la démocratie égalitaire dans les pays où de telles campagnes se sont déroulés. La participation importante des femmes multiplie pratiquement par deux les scores prévus de démocratie égalitaire cinq ans après la fin de la

campagne, comparé aux campagnes sans femmes. Même à des niveaux faibles et modérés, l'engagement des femmes en première ligne laisse présager des avancées substantielles de la démocratie égalitaire. Les résultats sont plus modestes pour les campagnes violentes.

À cette belle histoire succède un épisode funeste. Des taux plus élevés de participation des femmes augmentent le risque de retour de flamme et de répression en cas d'échec de la campagne. Lorsqu'un grand nombre de femmes ont participé à des campagnes non violentes, mais que ces campagnes ont échoué, les pays ont connu une chute précipitée de la démocratie égalitaire cinq ans après le soulèvement. Cela peut indiquer une tendance mondiale à une réaction autoritaire après des campagnes qui appellent à l'égalité d'accès aux droits et aux ressources. Mais il semble y avoir des représailles particulièrement sévères contre les femmes pour avoir défié, par leur participation massive, un système dominé par les hommes.

De manière contre-intuitive, après des campagnes violentes, nous assistons à de modestes avancées de la démocratie égalitaire, quel que soit le résultat de la campagne. Dans la mesure où l'agenda WPS a joué un rôle, cette constatation peut indiquer que les efforts de paix et de redressement inclusifs qui suivent un conflit armé ont souvent freiné le repli et la répression autoritaires. Fait crucial, les acteurs internationaux, les pays voisins et d'autres parties prenantes contribuent à reconstruire les pays sortant d'une guerre. Mais un tel soutien n'est souvent pas disponible après des soulèvements de masse non violents. Aux fins de l'élargissement des droits humains, de la démocratie égalitaire et de la stabilité politique, l'ONU, les acteurs régionaux et d'autres acteurs internationaux devront peut-être fournir un soutien similaire sensible au genre après les soulèvements non violents – en particulier ceux qui ont échoué.

La participation des femmes mène-t-elle à l'émancipation des femmes ?

Parallèlement aux avancées potentielles en démocratie, nos recherches révèlent aussi que des niveaux plus élevés de participation des femmes en première ligne ont conduit à une augmentation modérée de l'émancipation des femmes cinq ans après la fin de la campagne. Comme auparavant, les campagnes non violentes avec une importante participation féminine sont les plus dynamiques pour améliorer l'autonomisation

des femmes cinq ans après la fin de la campagne. Mais, encore une fois, ces avancées sont conditionnées par le succès du mouvement. On prévoit un recul important prévu dans l'autonomisation des femmes lors de l'échec de campagnes non violentes avec une participation importante des femmes. À notre surprise, les campagnes violentes sont aussi susceptibles que les campagnes non violentes de causer des avancées dans l'émancipation des femmes. Qui plus est, il y a beaucoup moins de risque de déresponsabilisation des femmes après des campagnes violentes, ce qui peut à nouveau indiquer le rôle de soutien de la communauté internationale et d'autres parties prenantes dans les processus de redressement, qui contribuent à protéger ou, tout au moins, à stabiliser les droits des femmes.

Ainsi, bien qu'il existe des preuves indicatives qu'une plus grande participation des femmes conduit effectivement à une répression patriarcale et à un recul relatives de genre, ces dynamiques n'apparaissent que lors de l'échec de ces soulèvements de masse. Inversement, l'histoire indique les effets positifs constants sur l'autonomisation des femmes de campagnes suivies de succès et qui ont impliqué de fortes participations de femmes en première ligne.

CONCLUSIONS ET IMPLICATIONS

Quelles sont les implications de cette recherche pour l'agenda WPS? L'une des principales leçons est que les mouvements de masse non violents sont de plus en plus fréquents et plus fréquents que les campagnes de résistance violente. L'intégration des questions de genre et, en particulier, la participation des femmes, ont un impact puissant sur la façon dont de tels soulèvements se produisent et sur leurs activités à court et à long terme. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a joué un rôle essentiel en amenant les femmes à la table des négociations de paix après les conflits et en réinventant la protection, la prévention et le redressement. La grande majorité des rébellions et des mouvements de masse impliquent un grand nombre de participantes en première ligne qui peuvent jouer un rôle clé pour l'instauration de la démocratie et de l'égalité après un conflit. Notre recherche souligne l'importance du travail lié à l'agenda WPS, et il appelle également à une expansion de cet agenda pour y inclure d'autres formes de mobilisation de masse et de quasi-guerre. Nous y trouvons des preuves solides que la participation des femmes est essentielle à la réussite des mouvements et que la participation des femmes

joue un rôle clé dans la consolidation de la démocratie égalitaire. Nous constatons également que, pour les mouvements non violents, le succès est essentiel pour assurer l'égalité homme-femme à long terme. Alors qu'une grande partie de la littérature existante précise que la mobilisation des femmes génère soit leur émancipation, soit la réaction, nous constatons un soutien conditionné pour ces deux aboutissements.

Les transformations de l'égalité homme-femme ne découlent pas simplement de bouleversements sociaux. C'est plutôt la nature de la participation des femmes à l'équipe gagnante – et la nature de l'instauration de la paix après un conflit – qui forment l'égalité après les conflits. C'est vrai aussi bien pour les campagnes violentes que non violentes, bien que les campagnes non violentes aient tendance à se vanter de niveaux plus élevés de participation des femmes en première ligne et de taux de réussite plus élevés.

Désormais, l'ONU et d'autres parties prenantes ont l'occasion de soutenir et d'étendre les droits des femmes à la suite d'insurrections de masse, en particulier après les types de campagnes non violentes qui ont été historiquement passées sous silence dans les résolutions WPS et par le Conseil de sécurité. Nos conclusions appellent également à une plus grande attention aux questions WPS dans les pays qui sont au-delà de l'agenda du Conseil de sécurité. Bon nombre des pays où se produisent des soulèvements politiques de masse ne font pas directement l'objet de l'attention du Conseil de sécurité, justement parce qu'ils n'ont pas connu de conflits armés ni de crises humanitaires. Ainsi, une intégration plus approfondie de conseillers en matière de genre dans les équipes de pays membres de l'ONU et l'élargissement des capacités dans les bureaux d'ONU Femmes devraient être une priorité majeure pour parvenir à la participation, à la prévention et à la protection.

Nous concluons par des points importants à retenir pour l'ONU, encadrés autour du Plan d'action en 7 points du Secrétaire général de la participation des femmes à la consolidation de la paix :

1. Résolution des conflits: L'inclusion systématique des femmes à tous les niveaux de résolution des conflits devrait être étendue aux mouvements non violents et aux soulèvements populaires de masse, qui se terminent souvent par des pourparlers de transition et des processus de règlement similaires à ceux utilisés pour résoudre les guerres et les conflits militarisés.

2. Planification post-conflit: Reconnaisant que les femmes participent en grand nombre à tous les types de mouvements de résistance, priorisez l'inclusion des femmes dans les transitions non violentes de la même manière que la façon dont l'inclusion des femmes a été priorisée dans les pourparlers de paix et la politique après les guerres civiles. Identifiez des moyens de soutenir la participation des femmes à la politique formelle et à la société civile, en particulier après des soulèvements non violents qui ont échoué, au moyen de traités sur les droits humains, de tribunaux régionaux et d'autres initiatives et programmes visant à protéger les droits et à atténuer les réactions autoritaires.

3. Financement post-conflit: L'ONU et les donateurs devraient reconnaître le risque d'un recul autoritaire et d'une répression patriarcale parallèlement aux efforts de reconstruction, en particulier lorsque les mouvements populaires violents et non violents échouent et que les régimes en place cherchent à consolider leur pouvoir par des manœuvres illibérales et sexistes.

4. Capacité civile sensible au genre : Lors de la formation de la société civile et des organisations de base, insistez sur les avantages stratégiques de l'inclusivité des genres pour le succès des mouvements non violents, ainsi que sur les risques potentiels de recul autoritaire et de répression patriarcale suite à l'échec des mouvements.

5. Représentation des femmes dans la gouvernance post-conflit: Reconnaissez que l'exclusion des femmes des rôles de direction n'est pas un signe de l'absence des femmes dans les campagnes. La discrimination liée aux conflits devrait être corrigée dans la mesure du possible lors de la consolidation du pouvoir après un conflit.

6. État de droit: Veillez à ce que les lois instaurent les droits des femmes et l'expression politique, en particulier après les soulèvements non violents, lorsque la loi est souvent utilisée comme un outil de répression patriarcale.

7. Redressement économique : Nous notons que les aspirations économiques ne sont pas simplement fonction de la démobilisation et de la reconstruction, mais sont souvent au cœur des conflits eux-mêmes. Un bon nombre des soulèvements de masse dans notre base de données – de la Pologne à la Tunisie – ont commencé par des revendications de « pain et de dignité » qui ont dégénéré en mobilisation de masse après la réponse déficiente de l'État. Les femmes expriment souvent leurs priorités économiques à travers les soulèvements eux-mêmes, ce qui peut fournir un point de départ pour tenir compte des revendications économiques et construire une démocratie égalitaire. ■

NOTES DE FINE

1. Erica Chenoweth, 2020. « Civil Resistance: What Everyone Needs to Know (Résistance civile : ce que tout le monde doit savoir) ». *Oxford University Press*. À paraître prochainement.
2. Zoe Marks et Erica Chenoweth, 2020. « Rebel XX: Women at the Frontlines of Revolution (Rebelles XX : les femmes en première ligne de la révolution) ». À paraître prochainement.
3. La base de données intègre et étend les variables de plusieurs autres bases de données décrites ci-dessous, y compris le projet de données sur les campagnes et résultats non violents et violents (NAVCO) et le projet de données Variétés de démocratie (V à DEM). La base de données WiRe répertorie la participation des femmes à 338 campagnes de résistance maximaliste (c'est à dire les campagnes qui appellent au renversement d'un gouvernement oppressif ou à l'indépendance territoriale). La base de données identifie à la fois les campagnes maximalistes non violentes et violentes dans tous les pays du monde de 1945 à 2014, dans une approche systématique des différentes dimensions de la participation des femmes aux deux types de campagnes. L'utilisation de la campagne comme unité d'analyse aide à lisser les rapports inégaux sur les événements au fil du temps et optimise la probabilité d'observer l'inclusion réelle des femmes dans la campagne – ce qui s'est avéré largement sous-déclaré dans l'histoire. Voir Chenoweth 2019 pour une description.
4. Anne-Marie Codur et Mary Elizabeth King. 2015. « Women in Civil Resistance (Les femmes dans la résistance civile) », dans « Women, War and Violence : Typography, Resistance and Hope. (Femmes, guerre et violence : typographie, résistance et espoir) » *Ed. Mariam Kurtz et Lester Kurtz; Marie A. Principe*, 2017. « Women in Nonviolent Movements (Les femmes dans les mouvements non violents) » *United States Institute of Peace*, Rapport spécial 399.
5. Jonathan R. Beckwith, 2002 : « Making Genes, Making Waves a Social Activist in Science (Fabriquer des gènes, faire des vagues, un activiste social en science). *Harvard University Press*; Susanne Schaftenaar, 2017. « How (Wo)men Rebel: Exploring the Effect of Gender Equality on Nonviolent and Armed Conflict Onset (Comment les femmes et les hommes se rebellent : exploration des effets de l'égalité homme-femme sur l'apparition des conflits armés) » *Journal of Peace Research*, 54(6): pages 762 à 776; Anne Costain, 2000. « Women's Movements and Nonviolence (Mouvements de femmes et non à violence) » *PS: Political Science & Politics*. 33(2): pages 175 à 180.
6. Meredith Loken, 2018. « Women in War: Militancy, Legitimacy, and Rebel Success (Femmes en guerre : militantisme, légitimité et succès des rebelles) ». Thèse de doctorat, Université de Washington.
7. Le succès de la campagne est un phénomène complexe, et la participation des femmes peut être formatée par des facteurs internes à la campagne. C'est pourquoi nous avons demandé si les questions relatives aux femmes étaient au centre des revendications de la campagne, si la campagne avait une gender-inclusive ideology et si les organisations de femmes appelaient à une mobilisation pacifique, tous aspects qui, nous l'attendions, augmenteraient l'enthousiasme des femmes. Notre analyse a également vérifié si le régime au pouvoir avait usé de violence contre la campagne, ce que nous supposons pouvoir diminuer la participation des femmes.
8. Melanie M. Hughes et Aili Mari Tripp. 2015. « Civil War and Trajectories of Change in Women's Political Representation in Africa, 1985 à 2010 (Guerre civile et orientations du changement dans la représentation politique des femmes en Afrique, de 1985 à 2010) » *Social Forces*, 93(4): pages 1513 à 1540.
9. Kaitlyn K. Webster, Chong Chen, et Kyle Beardsley, 2019. « Conflict, Peace, and the Evolution of Women's Empowerment (Conflit, paix et évolution de l'autonomisation des femmes) » *Inter-national Organization* 73 (2): pages 255 à 289.
10. Marie E. Berry et Milli Lake. 2020. « When Quotas Come Up Short (Quand les quotas ne font pas le compte) », Essai, *Boston Review*. 14 septembre 2020.

COMMENT FAIRE RÉFÉRENCE À CE MÉMOIRE :

Marks, Z. and Chenoweth, E., Novembre 2020, Femmes, paix et sécurité : Participation des femmes au changement pacifique, Série de mémoires en annexe: Nouvelles perspectives sur les femmes, la paix et la sécurité (WPS) pour la prochaine décennie, Stockholm: Folke Bernadotte Academy, PRIO et ONU Women.

BIOGRAPHIE DES AUTEURS

Madame Zoe Marks est chargée de cours en politiques publiques à la Harvard Kennedy School de l'Université de Harvard, aux États-Unis. Ses sujets de recherche et d'enseignement se focalisent sur les intersections des conflits et de la violence politique, de l'inégalité homme-femme et les intersectionnels, des processus de paix et de la politique africaine.

Madame Erica Chenoweth est professeure en droits humains et affaires internationales à l'Université de Harvard, aux États-Unis. Ses sujets de recherche et d'enseignement se concentrent sur la violence politique et ses alternatives, en particulier la résistance civile et les mouvements sociaux.

Elles sont les co-auteurs du livre à paraître prochainement : « Rebel XX: Women at the Frontlines of Revolution (Rebelles XX : les femmes aux premières lignes de la révolution) ».

L'Académie Folke Bernadotte (FBA) est l'agence gouvernementale suédoise pour la paix, la sécurité et le développement. Depuis 2005, la FBA soutient la recherche principalement par l'intermédiaire de ses Groupes de Recherche internationaux. Il s'agit de chercheuses très renommées d'universités et d'instituts de recherche du monde entier qui mènent des recherches scientifiques sur des questions liées aux domaines d'expertise de la FBA.

Le Peace Research Institute Oslo (PRIO) est un institut à but non lucratif de recherche sur la paix (fondé en 1959) dont le but principal est de mener des recherches sur les conditions de relations pacifiques entre les États, les groupes et les peuples. L'institut est indépendant, international et interdisciplinaire, et il examine les questions liées à tous les aspects de la paix et des conflits.

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies dédiée à l'égalité homme-femme et à l'autonomisation des femmes. Défenseuse mondiale des femmes et des filles, ONU Femmes a été fondée pour accélérer les avancées pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.